

Fédération
Syndicale
Unitaire

AGORA

fsu33.fsu.fr

Bulletin trimestriel de la FSU Gironde
N° 106 décembre 21 spécial congrès

SOMMAIRE

- Page 1 : Édito
- Page 2 : Rapport d'activités de la FSU de 2019 à aujourd'hui
- Page 5 : Introduction aux thèmes du congrès
- Page 6 : Ciné et ouvrages
- Page 7 : Modalités et convocation au congrès départemental



Être acteur de sa fédération, c'est donner son avis !

Depuis le dernier congrès national de la FSU, l'offensive libérale s'est poursuivie.

Du côté des services publics, qui ont pourtant été un solide rempart à la crise sanitaire et sociale, la douche est toujours aussi froide. La loi de transformation de la fonction publique a dégradé les droits des personnels et leur représentation. Elle a aussi accéléré le recrutement par contrat en lieu et place du statut de fonctionnaire et des concours.

Dans l'Éducation, avec J-M Blanquer, au dogme de l'évaluation s'est ajouté celui du mantra des fondamentaux déniaient notre professionnalité, entraînant la perte de sens de nos métiers et de l'éclatement du cadre national du service public d'éducation. La précarité poursuit sa progression. Les quelques avancées concernant les salaires des AESH sont bien insuffisantes. La réforme de la formation initiale renforce également les recrutements contractuels pour des étudiant·es qui vont de moins en moins pouvoir étudier et acquérir un haut niveau de formation.

Dans la fonction publique territoriale, le gouvernement en donnant les pleins pouvoirs aux collectivités locales n'a fait que renforcer l'emprise des employeurs, qui ont profité de la crise sanitaire pour malmener les agent·es avec l'aide du Centre de Gestion. L'application de la loi de transformation destruction de la fonction publique n'a, quant à elle, pas été ménagée, durant la crise. Les collectivités locales se sont empressées de détruire les accords sur les 1607 heures... Plus que jamais, notre syndicalisme a besoin d'un nouveau souffle.

La préparation du congrès est toujours un moment démocratique important dans la fédération. Sans doute encore plus dans la période actuelle. Quelle stratégie développer, quelles alternatives construire face à la crise sociale, économique, écologique, démocratique, avec le chômage, la précarité, les inégalités sociales, la remise en cause des régimes de protection sociale et de retraite, la montée de la xénophobie qui se généralisent partout en Europe ? Le syndicalisme lui-même est interrogé dans son fonctionnement et sa capacité à mettre en échec les régressions sociales, à mettre en mouvement les salarié·es pour imposer d'autres choix. Cela nous impose de tirer les bilans, de réfléchir aux nouvelles cohérences revendicatives et de dégager des perspectives de mobilisations.

Tous les syndiqué·es sont invités à participer à ce moment d'échanges et de réflexions. Tous les avis comptent ! Plus que jamais, notre syndicalisme a besoin d'un nouveau souffle collectif. C'est d'une FSU forte, présente et offensive dont nous avons besoin.

Lundi 10 et mardi 12 janvier participez massivement au congrès départemental de la FSU 33 pour préparer le congrès national qui se déroulera à Metz.

**Laurence Laborde,
Catherine Dudes,
Alain Reiller,**

Co-Secrétaires Départementaux

Édito

F.S.U. Gironde

44 cours Aristide Briand
33000 Bordeaux

fsu33@fsu.fr

Site :

www.fsu33.fsu.fr

N°ISSN: 1278-8635

N° CPPAP: 0525 S 08131

Directeur de la Publication :
Alain Reiller.

44 cours Aristide Briand
33000 Bordeaux

Prix 0,70 euros

Imprimé KORUS IMRIMERIE
39, rue du Brétail
33320 EYSINES

Ce bulletin vous a été adressé grâce au fichier informatique de la FSU de Gironde.

Conformément à la loi du 8 janvier 1978, vous pouvez avoir accès aux informations Vous concernant ou les faire effacer en vous adressant à la FSU GIRONDE,

44 cours Aristide Briand,
33000 Bordeaux



Rapport d'activité 2019 2022 : pour une FSU solidaire et transparente

Le dernier congrès avait été repoussé pour cause d'élections professionnelles. Ce ne sont donc que 2 ans 1/2 qui le sépare de ce 10^{ième} congrès. Deux ans pendant lesquels E. Macron a poursuivi sa violente politique libérale. Il s'est détourné des questions égalitaires et climatiques et a profité de la crise sanitaire pour réduire les services publics et plonger tous ses agent.es dans un profond marasme. À l'hôpital, à l'école, dans les services de l'État et des collectivités territoriales, à Pole Emploi, comme dans la justice, nous sommes contraint.es à faire ce qu'on peut avec les moyens qu'on a. Et c'est bien dans la dénonciation de cette grave crise sociale que la FSU33 a joué son rôle. Nous avons des propositions communes à nos métiers, et nous devons les faire évoluer pour construire le monde de demain plus juste, plus social et plus écologique face aux enjeux d'aujourd'hui.

ANALYSER ENSEMBLE LA POLITIQUE GLOBALE À L'ŒUVRE POUR CONSTRUIRE LE RAPPORT DE FORCE

Réforme des retraites

Notre section fédérale, sans nier l'importance des initiatives sectorielles, a toujours défendu le rôle prépondérant de l'interprofessionnelle dans la création du rapport de force, le débat syndical et la construction d'alternatives favorables aux travailleur·euses. Notre implication dans la bataille contre la réforme des retraites voulue par le gouvernement Philippe a été totale même si le niveau de mobilisation est resté éloigné de nos attentes sur la durée. Du 5 décembre 2019 à février 2020, la FSU a tenu sa place dans l'intersyndicale avec la CGT, FO et Solidaires, en participant à toutes les manifestations et les réunions intersyndicales sur le département. La FSU33 a su aussi investir positivement les collectifs locaux qui cherchaient à poursuivre les mobilisations au plus près des territoires. La FSU 33 a particulièrement alerté sur les conséquences de cette réforme à points sur la retraite des femmes et a su l'illustrer en reprenant la chorégraphie des Rosies dans les manifestations. Les annonces récurrentes sur le retour de la réforme des retraites doivent nous alerter sur la nécessité de continuer à informer les personnels sur notre système actuel, son fondement, son rôle, sa justesse. Il convient aussi de rappeler notre opposition à l'allongement de l'âge de départ à la retraite. Nos mandats restent ambitieux et sont à même de répondre aux enjeux sociaux actuels.

Réforme de l'assurance chômage

La FSU 33 s'est mobilisée au côté des organisations syndicales et des représentants du secteur culturel dans le collectif « occupation Bordeaux 2021 ». Elle a appelé à participer à la mobilisation nationale du 23 avril 2021 contre la réforme de l'assurance chômage et a dénoncé la révision du mode de calcul

des indemnités, qui devrait entraîner une baisse de l'allocation journalière pour 41% des bénéficiaires (soit 1,15 million de chômeurs) dès la première année, selon l'Unedic. Cette initiative a pu par son dynamisme, ses happenings faire le lien entre le projet régressif de la réforme et la nécessité de la culture dans nos sociétés et environnements. Ces formes de mobilisations différentes doivent nous interroger sur notre capacité à varier les modalités d'actions, les rendre plus vivantes et participatives.

Comité local Plus Jamais ça !

En écho avec l'implication de la FSU dans le collectif « Plus jamais ça » avec une quarantaine d'associations et syndicats dont la Confédération Paysanne, Solidaires, ATTAC, Greenpeace, la santé un droit pour tous, la LDH, Les ami·es de la Terre...la FSU33 a initié la mise en place d'un comité local PJC y voyant un outil pertinent pour travailler collectivement des problématiques locales directement au cœur des enjeux de justice sociale et écologique. Notre première action collective s'est portée sur la défense de l'hôpital Robert Picqué. Nous avons ensuite essayé de voir comment nous pouvions décliner « plan de sortie de crise » composé de 34 mesures d'urgence soumises au débat public. Si toutes les participant·es ont approuvé l'initiative de faire vivre localement la démarche nationale, chacun·e était lucide sur la difficulté à mobiliser des militant·es. Malgré le succès mitigé de ces premières rencontres, nous pensons que ce collectif présente l'immense intérêt de travailler avec de nouveaux et nouvelles partenaires aux attentes et pratiques différentes. Il oblige à réfléchir plus globalement entre travail et écologie, emplois et restructurations, sauvegarde de la planète et conditions de travail...

CONTEXTE SOCIAL ET ACTIONS SYNDICALES

Droits et libertés

Ces deux dernières années ont été marquées par de nouvelles régressions en termes de libertés collectives. S'appuyant sur les états d'urgence, sanitaire ou pas, les gouvernements successifs entendent restreindre les droits, surveiller certains métiers et renforcer les pouvoirs policiers déjà bien complets. C'est pour cela que la FSU, tant

nationalement que localement, s'est engagée dans les mobilisations demandant le retrait de la loi dite de sécurité globale et celui de celle renforçant les principes de la République. De novembre 2020 à mars 2021, la FSU 33 a participé activement aux mobilisations départementales demandant le retrait de la loi dite de sécurité globale. Le premier rassemblement du 27 novembre 2020 à l'appel de la

coordination liberté 33 (CGT, FO, FSU, SAF, Solidaires, LDH, Libre Pensée, club de la presse...) a surpris par son ampleur et la détermination des présent-es, le tout dans un contexte d'urgence sanitaire et donc de restrictions de rassemblement. Cette mobilisation qui a duré jusqu'au 16 mars a été rythmée par une autre manifestation et une visio débat relayée sur YouTube. Le mot d'ordre clair de retrait du projet de la loi a été son fil conducteur. La dimension unitaire d'une lutte juste a été un élément de réussite même à minima, puisque la loi, votée en avril 2015, a vu certains de ses articles les plus conspués censurés par le conseil constitutionnel en mai 2021. La Fsu participe toujours activement à l'observatoire des libertés publiques : elle participe à la formation d'observateurs.trices sur le respect des droits pendant les manifestations .

Secteur Femmes

La FSU 33 s'est fortement impliquée ces deux dernières années dans le mouvement féministe bordelais. Le travail mené en commun a porté sur l'augmentation des violences faites aux femmes et aux minorités de genre. La FSU 33 a participé à l'organisation du 8 mars et fait le lien avec l'intersyndicale et l'Assemblée féministe qui regroupe des associations féministes : elle y a porté le mot d'ordre international de grève féministe. Le 8 mars 2021, la FSU33 a porté les revendications

partagées par l'intersyndicale : la revalorisation des salaires féminins pour mettre fin aux inégalités salariales, le partage des tâches domestiques pour une réelle égalité, la lutte contre les violences sexuelles et sexistes, la lutte contre les discriminations, la lutte contre la violence sexuelle, raciste et institutionnelle faite aux femmes migrantes, l'accès pour toutes à l'avortement partout. La FSU 33 a participé aux mobilisations de soutien aux femmes polonaises et afghanes ainsi qu'au rassemblement en solidarité avec les femmes migrantes dans le cadre de la journée « Toutes aux frontières ».

La FSU33 s'investit pleinement dans la déclinaison académique du plan national d'action égalité professionnelle Elle exigera que le sujet de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes soit sérieusement traité et que les écarts salariaux soient supprimés. De même, elle sera attentive à ce que tout soit mis en place pour protéger les femmes contre les violences sexistes et sexuelles au travail. Enfin, elle a été à plusieurs reprises auprès du DASEN rappeler l'obligation légale de formation des personnels sur la déconstruction des préjugés et des stéréotypes de sexe. Elle a également exigé que l'institution fournisse aux personnels des procédures rigoureuses et claires en cas de signalement de violences intra familiales et davantage de moyens dédiés aux services sociaux et infirmiers.

SERVICES PUBLICS, FONCTION PUBLIQUE : DE L'IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ À L'IMPÉRIAL MÉPRIS !

La FSU 33 a continué de dénoncer la logique de l'austérité, qui ignore les efforts consentis malgré le manque de moyens, l'épuisement des agent-es, et plus largement les droits de toutes et tous aux soins, à l'éducation, à la culture, au logement... Aucune reconnaissance, aucun espoir d'amélioration des conditions de travail. Les mesures pour continuer la mise en vente et la précarisation des services publics restent la ligne de mire. Mise en œuvre de la Loi de transformation de la fonction publique, qui fragilise les cadres statutaires protecteurs, réduit à peau de chagrin les lieux de négociation et de vigilance face aux arbitraires locaux et individualise les parcours des agent-es. Mise en route de la "réorganisation territoriale de l'État" en pleine crise sanitaire, transférant ici, fusionnant là, dans une désorganisation totale et sans concertation, comme cela a été le cas pour les services départementaux et régionaux de la cohésion sociale et du travail, ou de

jeunesse et sports à l'Éducation Nationale, même si celui-ci était appelé des vœux de nos Syndicats Nationaux concernés comme solution de sortie. S'est ajoutée la loi 3DS (décentralisation, différenciation, déconcentration, simplification), qui met en concurrence les territoires et accroît la préfectoralisation des services. La gestion "différenciée" du covid 19 en a été l'illustration et à chaque rentrée nous avons alerté sur la manière dont le gouvernement renvoyait la responsabilité aux communes, au département, à l'académie, provoquant flou et disparité territoriale dans les conduites à tenir. Face à ces orientations politiques dévastatrices, les initiatives départementales pour la défense des services publics se sont poursuivies dans un cadre intersyndical, en tentant comme toujours nous l'avons fait, de la mettre en lien avec des problématiques interprofessionnelles.



EDUCATION NATIONALE

Depuis 2019, il n'y a pas eu de modification de la logique des réformes Blanquer qui s'enchevêtrent maintenant. Rappelons-nous comme l'Éducation Nationale a été altérée : loi de transformation de la fonction publique, réforme du Bac et Parcoursup, multiplication des outils d'évaluation et de prescription, formation caporalisée, gestion de la difficulté scolaire et de l'EPS externalisée, tentative d'externalisation de la santé scolaire, augmentation continue du recrutement de contractuel·les, contractualisation à tous les niveaux (CLA et TER, PLE, expérimentation marseillaise...), création et renforcement des hiérarchies entre les personnels. La crise sanitaire aurait dû freiner Blanquer dans sa démarche de destruction mais celui-ci a au contraire accéléré sa politique libérale en s'appuyant sur les conséquences de la crise. À Bordeaux, les manifestations contre la réforme du Bac se sont articulées avec la réforme des retraites. Une présence très importante des syndiqué·es et des soutiens de la FSU composaient la moitié des cortèges. Des solidarités de luttes ont vu le jour entre les salariés d'Enedis en grève et les mobilisations lycéennes. La FSU33 a relayé toutes les actions de résistances de ses syndicats nationaux (actions de « blocage », manifestations, rassemblements).

Avec le Covid, le ministère n'a pas déployé les moyens permettant d'enseigner dans de bonnes conditions de la maternelle à l'université, et les inégalités scolaires se sont donc inévitablement accrues malgré l'engagement de l'ensemble des personnels. Elle a milité pour un plan d'urgence dans l'Éducation Nationale. Elle est toujours force de propositions et construit des mandats qui portent les revendications de l'ensemble des personnels. Nous assumons et revendiquons notre place de première fédération de l'Éducation Nationale et sommes régulièrement rédactrices et rédacteurs des communiqués de presse, des discours intersyndicaux y compris dans les audiences avec les Inspectrice·eurs d'académie ou avec les préfet·es. Dans les instances administratives, les

représentant·es de la FSU 33 travaillent collectivement à l'élaboration des déclarations liminaires, à l'analyse des documents de travail et aux prises de paroles. Cette construction permet de positionner la FSU comme force syndicale maîtrisant les réalités du terrain et les dossiers qu'elle défend.

La FSU 33 a participé aux journées nationales d'actions pour le pouvoir d'achat et l'augmentation du point d'indice. C'est dans le cadre du CDFD qu'il a été acté la mise en place la commission « précarité » qui vise à mieux la prendre en compte dans nos différents champs professionnels (contractuels AESH, EVS AVS, ASEM, ...).

Campagne « Blanquer Laïcité », RESF

La FSU33 a été à l'initiative d'une rencontre avec la LDH et la Libre pensée pour discuter des suites à donner à la campagne gouvernementale du ministre de l'Éducation Nationale de la Jeunesse et des Sports sur la laïcité. Cette campagne s'inscrit dans l'idéologie Macron qui vise à stigmatiser une partie de la population, à savoir les personnes issues de l'immigration, et en particulier les musulman·es dans le droit fil de la loi séparatisme. Nous avons décidé de nous emparer de cette campagne pour la neutraliser, la combattre et reprendre ensemble l'offensive autour d'idées progressistes et émancipatrices dans notre département. Nous avons organisé une première réunion publique et acté l'élaboration d'un journal qui sera diffusé largement dans nos champs professionnels.

FSU 33 est investie dans le Réseau Éducation Sans Frontière (RESF) et défend activement la scolarité des tous les enfants migrants. Elle s'est mobilisée et a également dénoncée aux cotés des associations l'évacuation décidée par la préfète de « la zone libre à Cenon » jetant à la rue des familles entières. Elle participe avec les états généraux des migrations (EGM) à la lutte pour en finir avec les idées fausses sur les migrations et aux journées mondiales des migrant·es.

VIE FÉDÉRALE

Pendant la crise sanitaire la FSU33 a maintenu le lien fédéral en organisant de visioconférences. Elle s'est attachée à la formation syndicale. Elle a organisé de nombreux stages : ASEM, AESH, violences intra familiales, éducation prioritaire, « la classe ouvrière ce n'est pas du cinéma ». Elle a co-organisé le colloque « les révoltes populaires en Aquitaine des temps modernes à nos jours ». Elle est également intervenue aux demandes de syndicats nationaux pour présenter la FSU lors de leurs stages.

La FSU33 se mobilise aussi pour l'information syndicale avec son site et *Agora*. C'est un atout majeur pour la vie fédérale des syndiqué·es qui

peuvent se sentir éloignés de la Fédération. C'est aussi une affiche médiatique importante sur les réseaux.

Le travail fédéral mené par la FSU33 avec ses syndicats s'attache à conforter l'action syndicale comme un élément majeur du progrès et de transformation sociale. Elle cherche à redonner confiance pour de nouvelles et nouveaux syndiqué·es.

Ne laissons pas notre avenir dans les mains du Capital !
Aux travailleur·euse·s de décider de leur futur !

Introduction aux thèmes de congrès

La préparation de notre congrès de Metz, le 10^e de la FSU, se poursuit. Le deuxième cahier spécial de *Pour* contient les textes préparatoires permettant de lancer les débats des congrès départementaux et ceux du congrès national.

- ✓ Construction des alternatives économiques, sociales et écologiques ;
- ✓ Éducation, Recherche, formation et Emploi ; Avenir de la Fonction publique et des agent·es ;
- ✓ Avenir de la Fonction publique et des agent·es ;
- ✓ Avenir du syndicalisme...

Autant de questions posées dans chacun des quatre thèmes qui appellent réflexions, débats et propositions, autant de manques qui sont à investir.

Ces textes ne sont pas définitifs mais à discuter et ils peuvent être amendés. Chaque syndiqué·e peut y contribuer, soit par son congrès départemental, soit par son syndicat national. Le congrès national de Metz fera la synthèse de ces débats et propositions et il adoptera les textes définitifs.

Les enjeux sont importants et les défis à relever sont nombreux si nous voulons contribuer à construire une société plus juste et plus solidaire. Force essentielle dans la fonction publique, porteuse d'un syndicalisme de transformation sociale, la FSU a une responsabilité particulière. Les débats et décisions de notre prochain congrès sont donc importants.

Thème 1 : Éducation, formation, recherche culture : un service public pour le progrès social

La crise sanitaire a révélé et amplifié les inégalités sociales et territoriales d'éducation et de formation. Dans ce thème un bilan sera fait des politiques éducatives de Blanquer, Vidal et Pénicaud mais aussi des modes de gouvernance qui mettent les métiers sous contrôle. Pour la FSU, l'éducation et la formation ne sont ni des marchandises, ni réductibles à des marottes ministérielles. Elles sont le fer de lance de la lutte pour l'égalité et contre l'exclusion, et doivent s'inscrire dans une visée démocratisante et émancipatrice à long terme. La FSU défend l'idée d'un service public fort de l'éducation, de la formation et de la recherche : plutôt

que de rendre chacun·e responsable de son parcours, d'individualiser les droits comme les moyens et d'exclure celles et ceux qui ne sont pas dans la norme, il convient de redonner du collectif à l'acte de former et d'éduquer. L'objectif du thème 1 doit être de décliner cette ambition et de nous donner les moyens de la faire partager par le plus grand nombre.



Thème 2 : La fonction publique, pour réaliser le service public, une idée moderne



Dans ce thème, il est question de la nécessité de renforcer les services publics : la crise sanitaire a montré leur rôle essentiel. L'engagement quotidien de leurs agent·es est apparue à toute la société. Pour la FSU, c'est un point d'appui essentiel pour leur défense. Macron poursuit

et approfondit l'offensive néolibérale dans une logique de service minimum, à l'opposé de celle de services publics protecteurs et redistributifs, clé de voûte de notre modèle social. Avec la loi « Transformation de la Fon-

ction Publique », il organise le dynamitage du statut. Le projet de loi 3DS (décentralisation, différenciation, déconcentration et simplification) opère des réorganisations et des externalisations de services et de missions voire des privatisations. Pourtant, les mouvements sociaux ont rappelé l'exigence majoritaire dans le pays d'une société plus solidaire et plus redistributive, garantissant partout l'accès aux services publics, l'élargissement de leur périmètre et de leurs missions pour répondre à tous les besoins, y compris nouveaux, en particulier ceux liés à la transition écologique. La FSU est déterminée à faire avancer ces revendications.

Thème 3 : Rupture écologique, droits humains et justice sociale : une urgence démocratique

Dans ce thème, il est question d'urgences : urgence de mettre un frein à la recherche effrénée de profits d'un système capitaliste et productiviste qui détruit les écosystèmes en dérégulant le climat et la nature et qui creuse chaque jour les inégalités. Urgence de basculer vers un mode de production qui ne soit plus dépendant des énergies fossiles, pour favoriser l'efficacité et la sobriété énergétiques. Sur le terrain politique, urgence de mettre un frein aux dérives liberticides et répressives ainsi qu'à la dépossession démocratique qui sont le plus souvent mobilisées pour imposer les mesures impopulaires.

Mais des mouvements de résistance émergent ou se renforcent à l'échelle internationale comme les mobilisations féministes, celles pour la justice sociale, pour la justice climatique, contre le racisme ou pour davantage de démocratie. Le syndicalisme de transformation sociale s'inscrit pleinement dans les recherches d'alternatives, sources d'espoirs. Elles sont une nécessité pour ouvrir la voie à une société de solidarité et d'émancipation.



Thème 4 : Pour une FSU combative, unitaire et engagée au quotidien

Le syndicalisme doit faire face à de redoutables défis avec l'offensive libérale, la recomposition du salariat, la trop faible présence syndicale sur les lieux de travail, son insuffisante prise en compte des luttes féministes, anti racistes, environnementales et un « dialogue social » phagocyté par le gouvernement. Même si la conflictualité est restée forte, la capacité d'action des organisations syndicales à contrer des réformes d'ampleur s'est montrée insuffisante. Pour cela, il y a urgence à donner corps au projet suivant : dépasser les frontières entre les organisations syndicales porteuses de revendications pour se placer à la fois dans l'objectif d'une transformation émancipatrice de la société et également dans la construction d'alternatives au libéralisme. La FSU con-

firme en ce sens ses mandats précédents de réunir le syndicalisme de transformation sociale en débattant pour cela avec la CGT et Solidaires afin d'établir des étapes allant dans le sens de la construction d'un nouvel outil syndical sans exclusive des forces qui seraient intéressées. Il faut alors trouver les démarches à tous les échelons et des formes de travail durables permettant de rassembler les forces syndicales partageant nos orientations. Pour peser plus fortement dans la lutte contre les politiques libérales et donner une crédibilité aux alternatives, le syndicalisme de transformation sociale doit développer des convergences et alliances avec d'autres composantes du mouvement social, chacune avec ses spécificités.

XIX^o Rencontres cinématographiques

du 5 au 11 avril 2021

FORMATION SYNDICALE

du 9 au 11 février 2022

Programme complet sur www.fsu33.fsu.fr



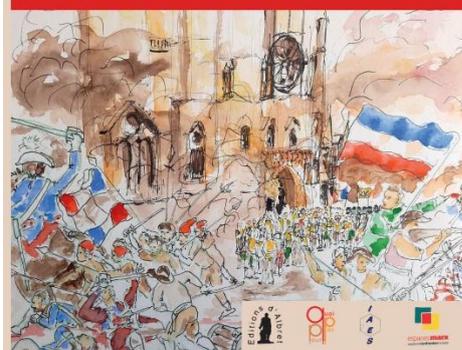
Ciné club FSU FSU : Ouireham Jeudi 6 janvier 10 heures UTOPIA avec la participation de syndicalistes du SNU pôle emploi

Ouireham est un film français réalisé par Emmanuel Carrère et sorti en 2021. Il est adapté du récit *Le Quai de Ouistreham* de Florence Aubenas paru en 2010

Au tournant de la cinquantaine, l'écrivaine Marianne Winckler s'immerge pendant six mois dans le monde du travail intérimaire et précaire en postulant à un poste de femme de ménage à bord des ferries faisant la liaison entre Ouistreham et Portsmouth

Les révoltes populaires en Aquitaine de la fin du Moyen Âge à nos jours

Sous la direction de
Alexandre Fernandez, Jean-Pierre Lefèvre et Pierre Robin



Les 11 et 12 juin 2021, s'est tenu au Musée d'Aquitaine de Bordeaux, un colloque d'histoire, « *Les révoltes populaires en Aquitaine des Temps modernes à nos jours, des Pitauts aux Gilets jaunes* ».

Marqué par l'épisode des Gilets Jaunes on ne peut ignorer les analogies avec d'autres révoltes, d'autres colères sociales, aux comportements humains récurrents, permanents qui dépassent et transcendent les situations historiques particulières.

Le colloque a réuni plus d'une vingtaine de chercheurs, historiens, militants syndicaux ou associatifs, qui ont remis en évidence leur travail sous cet éclairage. Beaucoup d'ailleurs sont des amis ou des proches d'Espaces Marx 33, qui a appuyé, avec IAES (Institut Aquitain d'Histoire Sociale), l'association PourQuoiPas et bien sur les éditions d'Albret cette démarche initiée par Pierre Robin, Alexandre Fernandez et Jean Pierre Lefèvre.

Redécouvrir la révolte des Pitauts, celles des Croquants du Périgord, sans oublier les gemmeurs des Landes, ou les Ormistes bordelais, en passant par les insurgés lot-et-garonnais, plus près de nous les

luttons ouvrières du début du XX^e siècle, influencées par le syndicalisme révolutionnaire, les adeptes de la grève générale ou de sabotage, les grèves des dockers de Bayonne, sans éviter ni le Front Populaire, ni la Résistance et Mai 68, pour aboutir aux Gilets Jaunes.

Cette confrontation des événements présentés et étudiés apporte des éléments qui peuvent aider à comprendre la révolte comme phénomène social itératif et d'analyser en particulier, le moment décisif où l'addition des colères, des mécontentements individuels, se cristallisent dans le « non ! ce n'est plus possible ! », pour basculer dans l'action collective.

Passez vos commandes auprès de : assopourquoi33@gmail.com au prix de 20 €

Modalités d'absence...

Appel à candidature pour le renouvellement du C.D.F.D de la FSU Gironde À déposer avant le 05 janvier 2022

Le conseil délibératif départemental est l'instance de direction de la Fsu. Il est composé pour moitié des représentants des syndicats nationaux et de représentants élus par les syndiqués au congrès départemental. (Art.5 du règlement intérieur)

Nom :

Prénom :

Syndicat :

Lieu d'exercice :

Je me reconnais dans le courant de pensée :

Je déclare déposer ma candidature pour le CDFD

Date et Signature

Appel Coupon d'inscription – à retourner avant le 6 janvier

FSU Gironde, 44 cours Aristide Briand 33000 Bordeaux

Ou fsu33@fsu.fr

NOM : Prénom.....

Adresse personnelle.....

Tel..... Email.....

Je suis syndiqué(e) au :

Je participerai aux travaux du congrès

lundi 10 janvier toute la journée

mardi 11 janvier toute la journée

Les deux jours

Je demande une réservation de _____ repas

Je déclare déposer ma candidature pour le CDFD

Date et Signature

APPEL à contributions

Vous avez reçu, encarté dans le dernier « POUR », les textes préparatoires au congrès de Metz.

Découpé en quatre grands thèmes, ce texte est vivant. Jusqu'au congrès il est amendable. Nous sommes dans un moment démocratique qui va forger notre présence dans le paysage social, syndical, politique.

Aussi nous vous engageons à prendre votre stylo et à souligner, rayer, compléter ce texte et nous envoyer vos contributions avant le congrès. Elles seront distribuées et soumises au débat.

10^{ème} Congrès de la FSU GIRONDE

Lundi 10 et mardi 11 janvier 2022
Au Lycée Gustave EIFFEL, Bordeaux

4 thèmes seront abordés :

- ✓ thème 1 : **Éducation, formation, recherche, culture :**
 - ✓ un service public pour le progrès social
- ✓ thème 2 : **les services publics, pour réaliser le service public,**
 - ✓ une idée moderne
- ✓ thème 3 : **Rupture écologique, droits humains et justice sociale :**
 - ✓ une urgence démocratique
- ✓ thème 4 : **Pour une FSU combative, unitaire et engagée au quotidien**



CONVOCATION au congrès départemental de la FSU

Nom :

Prénom :

Grade :

Cher(e) Camarade,

Je te prie de bien vouloir assister au congrès départemental de la FSU GIRONDE qui aura lieu au

Lycée Gustave EIFFEL, Bordeaux, 143 crs de la Marne

Lundi 10 et mardi 11 janvier 2022

De 9h00 à 18h00

Bien cordialement,
Laurence LABORDE, Catherine DUDES, Alain REILLER
Co-secrétaires départementaux

DEMANDE D'AUTORISATION D'ABSENCE À demander avant le 7 janvier

Nom.....

Prénom

Qualité et établissement :

A Monsieur

le Directeur Académique des services de l'Éducation Nationale s/c de M. l'IEN de la circonscription de
ou à Monsieur le Recteur, S/C de M. le Principal, le Proviseur,
ou le Chef de service

En application de l'article 14 du décret du 28 mai 1982 régissant l'exercice du droit syndical dans la Fonction Publique, je
souhaite obtenir une autorisation spéciale d'absence afin de pouvoir participer au congrès de la FSU GIRONDE qui aura lieu
les **10 et 11 janvier 2022** au Lycée **Gustave Eiffel, Bordeaux**.

Je demande une autorisation spéciale d'absence de (préciser s'il s'agit d'une journée ou demi-journée) :